

DÉCLARATION CANADIENNE SUR L'ESCLAVAGE MODERNE 2023

CERTITUDE

INGÉNIOSITÉ

AVANTAGE

 **Computershare**

APERÇU

La Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne complète et confirme le rapport présenté dans la Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne (jointe au présent document en tant qu'Annexe « B », la « **Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne** ») et cette Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne est incorporée ici dans son intégralité par référence.

L'Annexe « A » ci-jointe est un avenant contenant des déclarations qui sont applicables à Computershare Canada uniquement, qui ne s'appliquent pas à Computershare Trust Company of Canada («**CTCC**») et Computershare Investor Services Inc. («**CISI**») et conjointement avec CTCC, les «**Entités déclarantes canadiennes** ») et régira les activités de toutes ces entités déclarantes canadiennes.

ANNEXE « A »

Avenant à la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne

A. Aux fins de la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne, la formulation suivante est ajoutée à une nouvelle page de la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne entre les pages 15 et 16 de la Déclaration mondiale de l'esclavage moderne :

« À PROPOS DE NOTRE DÉCLARATION (CANADA)

La Déclaration moderne sur l'esclavage moderne a été préparée par Computershare Limited en son nom propre et au nom des entités qu'elle contrôle et est incorporée dans la Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne par référence. La Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne est conforme aux exigences de la *Loi relative à la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement*, SC 2023 (Canada) (la « **Loi** »), y compris l'échéance du rapport annuel du 31 mai 2024 (l'« **Échéance du rapport annuel** »).

La Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne a été approuvée par le conseil d'administration de Computershare Limited le 20 décembre 2023 et la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne a été approuvée par les conseils d'administration des entités déclarantes canadiennes¹ le 21 février 2024. Le conseil d'administration de chaque entité déclarante canadienne a été consulté et a eu l'occasion d'examiner et de commenter la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne avant sa publication.

La Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne a été préparée en consultation avec les cadres supérieurs et le personnel dans des domaines tels que les achats, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise. Cette Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne est établie conformément à la partie (2) de la loi et fournit un rapport au ministre sur les mesures prises par les entités déclarantes canadiennes, pendant la période de douze mois avant l'échéance du rapport annuel, afin de prévenir et de réduire le risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants à n'importe quelle étape de la production des biens au Canada ou ailleurs par les entités déclarantes canadiennes ou de biens importés au Canada par les entités déclarantes canadiennes.

¹ Cette déclaration s'applique aux entités déclarantes du Groupe Computershare aux fins de la *Loi relative à la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement*, SC 2023 (Canada) et a été approuvée par les conseils d'administration de chacune de ces entités : Computershare Trust Company of Canada (« **CTCC** »), Computershare Investor Services Inc. (« **CISI** »), et conjointement avec CTCC, les « **Entités déclarantes canadiennes** ».

B. Aux fins de la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne, l'Appendice C (jointe au présent document en tant qu'Annexe « C ») est ajoutée à la dernière page de la Déclaration canadienne sur l'esclavage moderne, à la suite de la dernière page de la Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne

ANNEXE « B »

(voir ci-joint sur les pages suivantes la Déclaration mondiale sur l'esclavage moderne)

DÉCLARATION SUR L'ESCLAVAGE MODERNE 2023

CERTITUDE

INGÉNIOSITÉ

AVANTAGE

 **computershare**

CONTENU

- Message du président directeur général 2
- À propos de notre déclaration..... 4
- Notre organisation et chaîne logistique 5
- Notre approche de la gestion des risques..... 9
- Comprendre et évaluer les risques de l’esclavage moderne dans nos opérations et notre chaîne logistique 10
- Répondre à nos risques d’esclavage moderne..... 14
- Évaluer l’efficacité de nos actions 16
- Regarder vers l’avenir 17
- Appendice A 18
- Appendice B..... 19

MESSAGE DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



Computershare s'engage à faire ce qu'il faut et à soutenir ses employés, clients et communautés, ce qui constitue le fondement de notre approche environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Nous pensons que notre entreprise a un rôle important à jouer dans la défense et la protection des droits de la personne et nous avons identifié l'esclavage moderne comme un risque existant au niveau mondial.

Notre politique mondiale en matière de droits de la personne et notre politique ESG reflètent notre volonté d'agir de façon éthique et avec intégrité dans toutes nos transactions d'affaires et relations. Nous considérons nos façons de travailler « Being Purple » comme une plateforme solide pour nos processus et procédures. Tous nos employés, des nouveaux venus aux cadres supérieurs, sont formés et font l'objet d'une communication régulière sur toutes ces politiques et sur nos attentes à leur égard.

Nous sommes déterminés à lutter contre l'esclavage moderne et nous faisons preuve de transparence dans la manière de le faire. Computershare est classée comme une entreprise de services professionnels et a évalué que son risque d'exposition globale à l'esclavage moderne était faible. Des contrôles ont été mis en place pour identifier et gérer les secteurs de risque, et continuer à développer et à investir, spécialement en ce qui concerne les contrats et les partenariats commerciaux avec les fournisseurs et les tiers, comme vous le verrez plus loin dans notre déclaration.

Notre quatrième Déclaration sur l'esclavage moderne dans le cadre du régime de déclaration australien définit les systèmes efficaces d'atténuation et de gestion que nous avons mis en place pour faire face aux risques spécifiques de l'esclavage moderne dans nos opérations et notre chaîne logistique.

Pendant l'exercice 2023, nous avons pris une série de mesures importantes pour améliorer notre approche :

Implémentation du Code de conduite des fournisseurs

Computershare s'attend à ce que ses fournisseurs fassent des affaires d'une manière éthique et partagent les mêmes engagements en soutenant les droits de la personne, y compris l'élimination de l'esclavage moderne dans sa propre organisation et chaîne logistique.

En juin 2023, nous avons publié notre [Code de conduite des fournisseurs](#), qui décrit les normes d'intégrité et d'éthique, droits de la personne, travail, pratiques sociales et environnementales que nous attendons de nos fournisseurs. Il est demandé à tous les nouveaux fournisseurs de se conformer au Code de conduite des fournisseurs dans le cadre de leur intégration.

Formation à l'esclavage moderne pour notre personnel

Nous contrôlons, rapportons et gérons les taux d'achèvement des formations obligatoires dans le cadre de notre gouvernance en matière de formation. Pendant l'exercice 2023, 100 % du personnel admissible a complété nos modules de cours en ligne obligatoires sur les droits de la personne, les mesures de lutte contre les pots-de-vin et la corruption, et la lutte contre le blanchiment d'argent.

Certaines fonctions au sein de notre entreprise requièrent une compréhension additionnelle des risques de l'esclavage moderne. Au cours de l'exercice 2023, les membres des équipes Approvisionnement, Installations, Recrutement et Personnel, ainsi que ceux impliqués dans l'achat de produits TI et notre groupe de travail sur l'esclavage moderne, ont participé à une formation renforcée contre l'esclavage moderne par le biais de Unseen, un prestataire de formation spécialisé. Plus de 40 employés ont complété les modules, y compris 11 employés du personnel d'approvisionnement qui ont suivi une formation additionnelle.

Adhésion au Pacte mondial de l'ONU

En 2023, Computershare a adhéré au Pacte mondial des Nations unies et s'est engagée à respecter ses dix principes, y compris :

- > Principe 1 : Les entreprises doivent soutenir et respecter la protection des droits de la personne internationalement proclamés
- > Principe 2 : Les entreprises doivent s'assurer qu'elles ne sont pas complices de violation des droits de la personne
- > Principe 4 : Les entreprises sont invitées à promouvoir l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire
- > Principe 5 : Les entreprises sont invitées à promouvoir l'abolition effective du travail des enfants

Demeurer éthique et honnête dans nos pratiques d'affaires est notre priorité absolue. Même si nous avons fait beaucoup de progrès au cours de l'exercice 2023, nous avons identifié des domaines d'amélioration pour l'exercice 2024 :

Amélioration continue de la gestion des fournisseurs

Après la publication de notre Code de conduite des fournisseurs, nous nous concentrons sur la poursuite de l'intégration de cette politique dans le cadre de nos processus d'approvisionnement et en demandant aux fournisseurs au moment de l'examen périodique de s'y conformer ou de confirmer que leur politique répond à nos normes minimales.

Améliorer nos données

Nous travaillons à améliorer nos données sur les fournisseurs pour contribuer à la diffusion d'informations supplémentaires. Au cours de l'année 2024, nous avons implémenté un nouveau système de gestion financière qui nous permettra de rendre compte plus efficacement des dépenses des fournisseurs. Notre responsable mondial de l'approvisionnement est étroitement impliqué dans un projet en cours visant à mettre à jour nos systèmes d'information afin d'assurer un suivi automatisé d'attestations d'esclavage moderne.

Nous demeurons déterminés à faire en sorte que l'esclavage moderne ne participe pas aux services que nous fournissons ou dans les chaînes d'approvisionnement dont nous dépendons pour fournir ces services, et à être transparents dans la manière dont nous gérons les risques de l'esclavage moderne.



Stuart Irving,
Président directeur général

À PROPOS DE NOTRE DÉCLARATION

Cette Déclaration sur l'esclavage moderne a été préparée par Computershare Limited en son nom et au nom des entités que l'entreprise contrôle pour se conformer aux exigences de la Loi australienne sur l'esclavage moderne de 2018 et, le cas échéant, la Loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et s'applique à l'exercice clos le 30 juin 2023. Elle a été approuvée par le conseil d'administration de Computershare Limited le 20 décembre 2023 par chaque entité déclarante australienne¹ le 14 décembre 2023 et chaque entité déclarante britannique² le 15 décembre 2023. Le conseil de chaque entité déclarante australienne et entité déclarante britannique a été consulté et a eu l'occasion d'examiner et de commenter la Déclaration avant sa publication.

La déclaration a été préparée en consultation avec les entités de Computershare par la mise en place d'un groupe de travail interfonctionnel coordonné à l'échelle mondiale, composé de cadres supérieurs et de membres du personnel dans des domaines tels que l'approvisionnement, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise. Cette déclaration est effectuée conformément (i) à l'article s14 de la Loi australienne sur l'esclavage moderne de 2018 et représente aussi la Déclaration des entités déclarantes australiennes sur l'esclavage moderne pour l'exercice financier clos le 30 juin 2023; et (ii) l'article 54 de la Loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et représente également la Déclaration des entités déclarantes britanniques sur l'esclavage moderne pour la période close le 30 juin 2023. Une liste complète des entités contrôlées auxquelles se rapporte la présente déclaration figure sur [le Rapport annuel de l'exercice financier 2023](#) de Computershare.

1 Cette déclaration s'applique aux différentes entités du Groupe Computershare aux fins de la loi et a été approuvée par les conseils de chacune de ces entités : Computershare Investor Services Pty Limited, Computershare Communication Services Pty Limited, Registrars Holdings Pty Limited, CDS International Pty Limited, ACN 080 903 957 Pty Ltd and ACN 081 035 752 Pty Ltd

2 Computershare Investor Services plc, Computershare Technology Services (UK) Limited, Homeloan Management Limited and Topaz Finance Limited

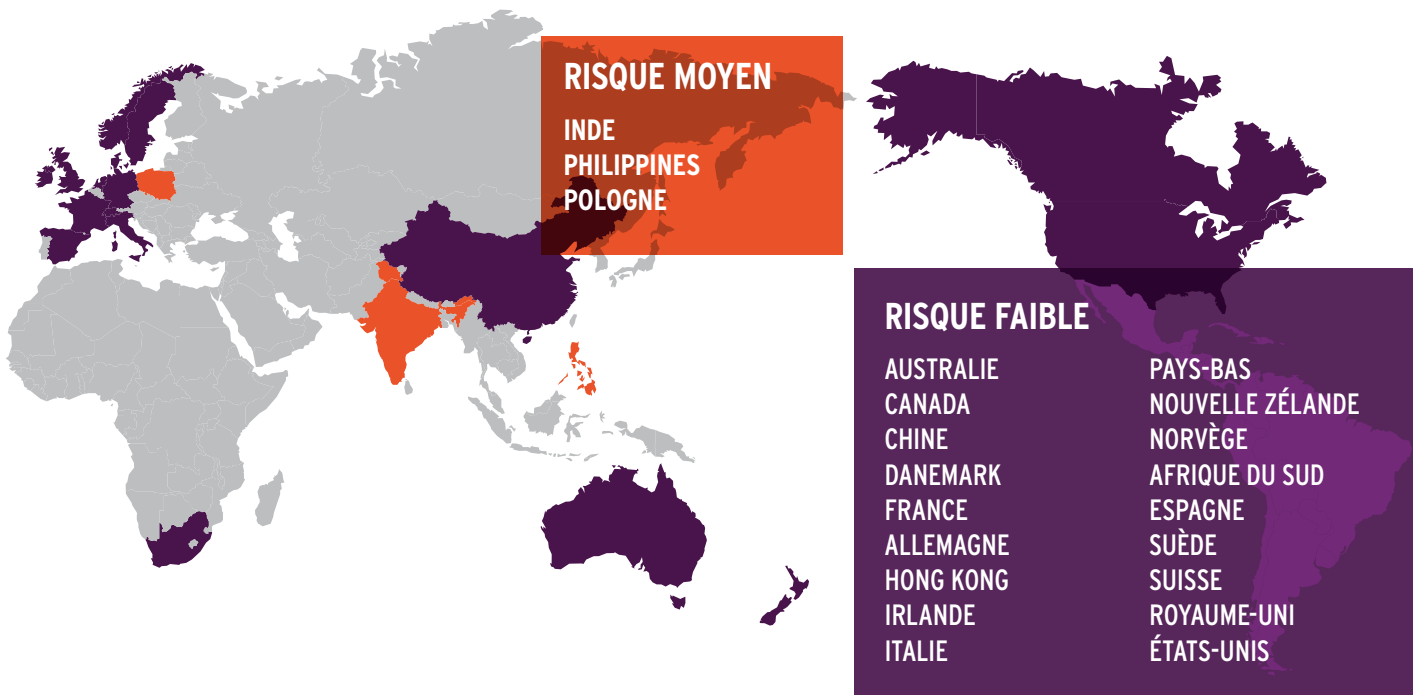
NOTRE ORGANISATION ET CHÂÎNE LOGISTIQUE

Le Groupe Computershare est un chef de file sur le marché des agences de transfert et d'enregistrement d'actions, fiducie d'entreprise, plans d'épargne en actions pour les employés, gestion des créances hypothécaires, sollicitation de procurations et communication partenariale ainsi qu'une gamme d'autres services financiers et de gouvernance diversifiés.

Fondée en 1978, Computershare est reconnue pour son expertise dans la gestion de données à haute intégrité, le traitement et le rapprochement d'un grand nombre de transactions, les paiements et l'engagement des parties prenantes. De nombreuses organisations parmi les plus importantes au monde font appel à nous pour rationaliser et maximiser la valeur des relations avec leurs investisseurs, leurs employés et leurs clients.

Computershare est représentée dans tous les principaux marchés financiers et compte plus de 14 000 employés dans plus de 20 pays. Computershare est également cotée à la Bourse des valeurs australiennes dans le secteur industriel et le groupe d'industries : Services commerciaux et professionnels.

EMPLACEMENTS ET STATISTIQUES CLÉS DE COMPUTERSHARE



Source : Rapport 2023 sur l'indice mondial du risque d'esclavage

Les îles anglo-normandes, où Computershare a aussi un bureau, ne sont pas cotées dans le Rapport sur l'indice mondial du risque d'esclavage.



Remarque : Statistiques au 30 juin 2023

OÙ NOUS FOURNISSONS DES SERVICES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ - VUE D'ENSEMBLE

Aux fins de communication de l'information de gestion et de gestion des risques, les entreprises en exploitation « de Computershare sont structurés dans les domaines suivants :

	Australie	Canada	Îles anglo-normandes	Chine	Danemark	France	Allemagne	Hong Kong	Irlande	Inde	Italie	Pays-Bas	Norvège	Nouvelle Zélande	Philippines	Pologne	Afrique du Sud	Espagne	Suède	Suisse	Royaume-Uni	États-Unis	
Services aux émetteurs 3 772 employés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Services de communication 877 employés	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓					✓								✓	✓
Régimes d'actionariat des employés 1 036 employés	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Services aux entreprises (inclut la fiducie d'entreprise au Canada) 129 employés		✓										✓										✓	✓
Services hypothécaires et services de location de propriétés 2 431 employés									✓													✓	✓
Fiducie d'entreprise de Computershare 2 877 employés										✓													✓

SERVICES AUX ÉMETTEURS

Tenue des registres, opérations sur titres, gestion des relations avec les parties prenantes, gouvernance d'entreprise et services connexes

SERVICES DE COMMUNICATION

Composition et impression de documents, publipostage intelligent, automatisation des processus de réception, numérisation et livraison électronique, et administration des services publics

RÉGIMES D'ACTIONNARIAT DES EMPLOYÉS

Fourniture de services administratifs et connexes pour les régimes d'actionariat et d'options des employés, ainsi que l'administration des bons de garde d'enfants au Royaume-Uni

SERVICES AUX ENTREPRISES

Services de soutien à la gestion de fiducie d'entreprise canadienne

SERVICES HYPOTHÉCAIRES ET SERVICES DE LOCATION DE PROPRIÉTÉS

Services hypothécaires et activités connexes, ainsi que des services de protection des obligations locatives au Royaume-Uni

FIDUCIE D'ENTREPRISE DE COMPUTERSHARE

Services de fiducie et d'agence dans le cadre de la gestion des titres de créance aux États-Unis

Remarque : Statistiques au 30 juin 2023, y compris l'équivalent à temps plein (employés directs seulement) et à l'exclusion des services d'entreprise/partagés. En mai 2023, Computershare a vendu ses activités d'administration des faillites et des recours collectifs.

Ces entreprises en exploitation sont soutenues par des fonctions d'entreprise et de services partagées, dont les services technologiques, les finances, le risque et la conformité, le personnel, l'audit interne et le service juridique. Notre activité se fait à partir du bureau mais avec une certaine flexibilité pour le travail hybride et à distance le cas échéant. Nous disposons également d'installations d'impression, de courrier et d'entrepôt pour nos activités de services de communication et de fiducie d'entreprise.

Nous avons une chaîne logistique diversifiée où les biens et les services sont obtenus par nos équipes d'approvisionnement dans sept catégories principales : Impression, courrier et affranchissement, assurances et avantages sociaux, technologie, marchés financiers et services professionnels, services gérés et extraterritoriaux, services liés aux installations et services d'acquisition de talents.

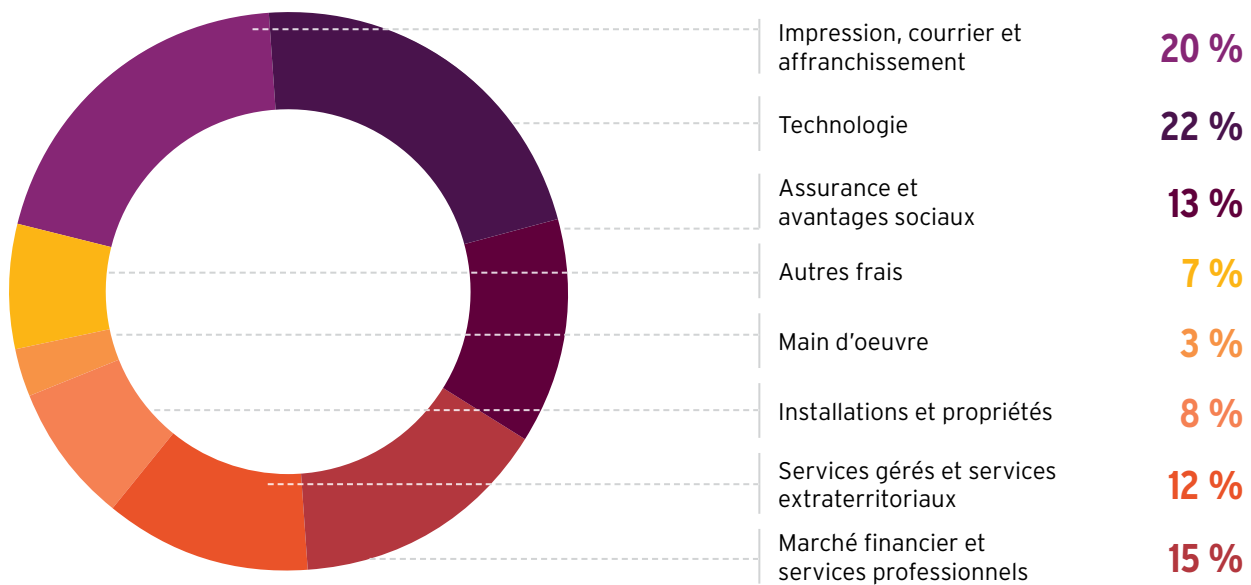
L'image ci-dessous présente les types de produits et de services achetés pour chaque catégorie par nos 200 principaux fournisseurs (83 % de la dépense globale) et les produits dans lesquels ils sont achetés.

CATÉGORIES D'APPROVISIONNEMENT	EXEMPLES DE BIENS ET DE SERVICES PROCURÉS	PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS
Impression, courrier et affranchissement	Papier, enveloppes, coursier et services postaux	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Irlande, Jersey, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Assurance et avantages sociaux	Soins médicaux, assurance sociale, assurance	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Jersey, Irlande, Nouvelle Zélande, Norvège, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Technologie	Logiciels, télécommunications, services de soutien informatique, matériel technologique	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Irlande, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Marché financier et services professionnels	Services de conseil et autres services professionnels, services de compensation, frais de change et de courtage	Australie, Chine/Hong Kong, Jersey, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Services gérés et services extraterritoriaux	Services de soutien opérationnel de post-marché, développement technologique, services en nuage	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Installations et propriétés	Location, aménagement de bureaux, équipement de bureau, papeterie, mobilier et services sur place tels que le nettoyage, la restauration et l'entretien des propriétés	Australie, Canada, Chine/Hong Kong, Irlande, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis
Services d'acquisition de talents	Agences de recrutement	Australie, Canada, Irlande, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis

Au cours de l'exercice 2023, nous avons effectué des transactions avec plus de 3 700 fournisseurs différents, avec 83 % de nos dépenses auprès de nos 200 premiers fournisseurs et 50 % de ces dépenses aux États-Unis. Nos dépenses les plus élevées sont l'impression, le courrier, les services postaux et la technologie. Le graphique ci-dessous contient le détail des dépenses de nos 200 meilleurs fournisseurs par catégorie d'approvisionnement.

DÉPENSES DES FOURNISSEURS PAR CATÉGORIE D'APPROVISIONNEMENT

MONDIAL



NOTRE APPROCHE DE LA GESTION DES RISQUES

Computershare considère qu'une gestion efficace des risques est essentielle pour atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels et fondamentale pour protéger sa réputation et la valeur actionnariale. Computershare s'est engagée à faire en sorte que la gestion des risques soit une capacité essentielle et fasse partie intégrante des activités de l'organisation et a donc élaboré un cadre de gestion des risques de l'entreprise (GRE).

Le cadre de gestion GRE définit la structure et l'ensemble des risques pertinents pour toutes les entreprises de Computershare qui comprennent le risque lié aux fournisseurs et aux contreparties, qui se définit comme le risque que les fournisseurs ou les contreparties ne fournissent pas les services contractuels, promis et attendus. Les déclarations d'appétit pour le risque sont approuvées par le conseil d'administration de l'entité mère du groupe, Computershare Limited, et ces déclarations fixent le niveau de risque que l'entreprise est prête à tolérer pour chaque secteur de risque. Elles sont révisées régulièrement afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes pour gérer le montant total des risques que nous sommes prêts à prendre dans la poursuite de nos objectifs commerciaux, dans le cadre de seuils acceptables déterminés par le conseil d'administration. Computershare a une faible appétence pour les risques liés aux fournisseurs et aux contreparties.

Le cadre de gestion GRE soutient la réalisation des objectifs de Computershare en adoptant une approche systématique, cohérente et pragmatique de l'identification, de l'analyse, de l'atténuation et de la communication des risques et des contrôles dans des limites de tolérance acceptables. Le cadre de gestion GRE est tourné vers l'avenir et est conçu pour conduire à une prise de décision proactive et, en fin de compte, contribuer à l'amélioration de la performance de Computershare. Le cadre de gestion GRE a pour but de fournir un aperçu de haut niveau de l'approche de Computershare à la gestion du risque qui peut s'appliquer aux différents environnements commerciaux à l'échelle mondiale et à tous les types de risques en soulignant :

- > les principes de gestion des risques associés à l'identification, à l'évaluation et au traitement des risques;
- > un langage commun, des définitions et outils pour soutenir la gestion du risque; et
- > la structure de gouvernance, incluant les rôles et responsabilités en matière de gestion et de suivi des risques.

Un examen de la politique de gestion des risques et du cadre de gestion GRE est coordonné par le Groupe de risque global (GRG) sur une base annuelle. Il implique les principales parties prenantes des unités commerciales et technologiques de Computershare et est approuvé par le conseil d'administration de Computershare Limited.

Computershare applique un modèle strict de gestion des risques fondé sur trois lignes de défense. Il est soutenu par des définitions claires des rôles et responsabilités en matière de gestion des risques. Le personnel est formé et informé régulièrement en fonction du modèle et de ses responsabilités spécifiques.

Afin de développer une compréhension du risque, Computershare prend en compte à la fois les conséquences du risque (impact) et la probabilité que ces conséquences se produisent.

COMPRENDRE ET ÉVALUER LES RISQUES DE L'ESCLAVAGE MODERNE DANS NOS OPÉRATIONS ET NOTRE CHAÎNE LOGISTIQUE

En comprenant et en évaluant les risques de l'esclavage moderne dans ses opérations et sa chaîne logistique, Computershare a pris en compte les principes directeurs des Nations unies comme base de référence :

- > Une entreprise peut avoir un impact sur les droits de la personne si ses propres actions ou omissions sont directement à l'origine de cet impact
- > Une entreprise peut contribuer à avoir un impact sur les droits de la personne si ses actions ou omissions contribuent à ce qu'une autre partie soit à l'origine de l'impact (par exemple, en l'incitant à le faire)
- > Une entreprise peut être directement liée à un impact sur les droits de la personne par une autre entité avec laquelle elle entretient des relations commerciales par le biais de ses activités, de ses produits ou de ses services

L'esclavage moderne décrit des situations dans lesquelles les auteurs utilisent la coercition, les menaces ou la tromperie pour exploiter les victimes et porter atteinte à leur liberté. Les pratiques spécifiques qui constituent l'esclavage moderne peuvent inclure :

- > La traite des personnes
- > L'esclavage
- > La servitude
- > Le travail forcé
- > La servitude pour dettes
- > Le mariage forcé, et
- > L'exploitation des enfants

Computershare a identifié les secteurs suivants dans ses activités d'entreprise et sa chaîne logistique dans lesquels l'esclavage moderne pourrait survenir :



Notre groupe de travail sur l'esclavage moderne, établi en 2020, se rencontre régulièrement pour examiner nos activités commerciales et notre chaîne logistique et coordonner la mise en œuvre des changements nécessaires pour se conformer à nos engagements en matière d'esclavage moderne dans l'ensemble du Groupe. Ce groupe de travail comprend les cadres supérieurs et le personnel dans des domaines tels que l'approvisionnement, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise. Le groupe de travail est responsable de l'identification des domaines d'amélioration et de la mise en œuvre de pratiques appropriées pour gérer et atténuer les risques liés à l'esclavage moderne dans l'ensemble de nos activités et de nos chaînes logistiques.

Les domaines suivants ont été identifiés pour le suivi et l'examen des risques liés à l'esclavage moderne.

NOS RISQUES EN TANT QUE PRESTATAIRE DE SERVICES FINANCIERS

En tant que prestataire d'un éventail diversifié de services financiers, de gouvernance de d'autres services connexes, Computershare considère que le risque d'esclavage moderne dans son organisation et sa chaîne logistique est faible. Comme pour de nombreuses entreprises de services financiers, certains domaines font l'objet d'une attention particulière. Par exemple, certains emplacements où nous exerçons nos activités sont considérés comme des juridictions à plus haut risque.

Plusieurs de nos services sont des activités réglementées et nous prenons nos responsabilités réglementaires sérieusement. Nous disposons d'un programme de conformité mondial conçu pour garantir que nous traitons nos clients de manière équitable, que nous contrôlons et empêchons l'utilisation abusive de nos produits et services à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, et que nous veillons à ce que notre personnel et nos fournisseurs contrôlent et empêchent les pots-de-vin et la corruption dans toutes nos relations d'affaires.

Des emplacements où nous opérons, un certain nombre d'entre eux sont considérés comme des emplacements à risque moyen selon l'Indice mondial de l'esclavage 2023 (comme indiqué en page 4). Pour Computershare, il y a l'Inde, la Pologne et les Philippines. Nous continuons à faire évoluer nos processus d'intégration de nos fournisseurs dans le but d'avoir, dans la mesure du possible, des processus cohérents à l'échelle mondiale. Ces processus seront renforcés pendant l'exercice 2024 car nous étendons nos capacités technologiques grâce à la mise en œuvre d'une nouvelle plateforme financière et la fonctionnalité d'approvisionnement associée à l'intégration des fournisseurs. Bien que le processus ait varié selon les pays au cours de l'exercice 2023, notre processus d'intégration pour les fournisseurs a pour but d'identifier les cas de non-conformité et d'évaluer si nous devons faire affaire avec le fournisseur. Si un fournisseur ne satisfait pas à nos exigences minimales, nous ne faisons pas affaire avec lui. L'établissement de nos nouvelles activités en Inde en est un exemple. Dans un petit nombre de cas, les fournisseurs potentiels n'ont pas accepté de fournir un engagement à soutenir les droits de la personne conformément à nos politiques et, par conséquent, nous n'avons pas donné suite à ces demandes.

Création de notre filiale en Inde

Au cours de l'exercice 2023, Computershare a établi une filiale détenue à 100 % en Inde pour fournir un soutien opérationnel aux activités de fiducie d'entreprise aux États-Unis qui ont été acquises par Wells Fargo en 2021. Dès le départ, une supervision appropriée et une gouvernance solide ont été au cœur du projet mené par une équipe de cadres supérieurs au sein de Computershare.

Le projet impliquait la création d'une entité juridique et la mise en place de deux installations de travail à partir de zéro à Bengaluru et à Hyderabad. Au 30 juin 2023, Computershare employait 370 personnes et avait des projets d'expansion. La création d'une expérience professionnelle fantastique pour nos nouveaux collègues indiens a été une priorité, y compris la satisfaction des besoins en matière de transport des employés, en facilitant l'engagement des employés et en fournissant un soutien de la direction basée aux États-Unis. Les installations en Inde ont été visitées par les cadres de Computershare après la période de référence.

Il a été tout aussi important de trouver les bons partenaires pour nous aider à mettre en place et à exploiter ces installations. Computershare a engagé des consultants ayant une connaissance et expérience locales pour aider dans diverses fonctions de mise en place d'entités et d'intégration opérationnelle, y compris l'identification et l'interrogation de vendeurs appropriés tels que la cafétéria, le nettoyage et les services de transport. Computershare a aussi utilisé des consultants pour évaluer l'emplacement des installations pour les besoins de l'accès des employés et évaluer les avantages sociaux des employés en fonction des exigences du marché.

L'engagement des fournisseurs s'est fait par le programme de diligence raisonnable avec des tiers de Computershare. De plus, Computershare a fait appel à un avocat local pour obtenir des avis juridiques concernant les exigences contractuelles pour une variété de ces services.

Afin de valider notre approche, Computershare a aussi effectué un examen par un tiers afin d'évaluer la conformité avec certaines exigences réglementaires clés et de s'assurer que les politiques et procédures locales appropriées sont établies et fonctionnent comme prévu, et qu'il y aura un programme continu d'examen et de suivi des opérations.

NOS RISQUES EN TANT QU'EMPLOYEUR

Au sein de notre main-d'œuvre directe

Computershare considère que le risque résiduel d'esclavage moderne au sein de notre main-d'œuvre directe est très faible, étant donné que nous avons une surveillance et un contrôle directs de cet aspect de notre organisation et que nous disposons d'une gouvernance et d'une surveillance solides de nos pratiques d'embauche et de nos conditions de travail. Tous les employés au niveau mondial ont l'âge minimum requis pour travailler et ont la liberté de quitter leur poste s'ils le souhaitent sans aucune retenue salariale. La majeure partie de la main-d'œuvre possède une compétence ou une qualification dans les services financiers ou les fonctions de soutien et la nature du travail effectué est principalement de bureau ou à domicile. Par ailleurs, Computershare s'engage à respecter strictement toutes les lois du travail applicables et nous maintenons une approche de tolérance zéro à l'égard de l'esclavage moderne au sein de nos opérations. Nous avons également un environnement politique solide pour soutenir cette démarche, tel que détaillé dans l'Annexe A.

Au sein de notre main-d'œuvre indirecte

Computershare utilise les entreprises de location de main-d'œuvre, principalement aux États-Unis, pour le travail intérimaire. Il s'agit généralement d'un travail axé sur des projets ou pour répondre aux besoins en main-d'œuvre saisonnière. Ces travailleurs temporaires sont des employés de l'entreprise de travail temporaire, qui reste responsable du paiement de leurs salaires et autres avantages. Le risque d'esclavage moderne au sein de ces entreprises de travail temporaire est défini à un niveau résiduel faible.

Computershare utilise aussi un petit nombre de prestataires de services externalisés tiers, généralement basés dans des emplacements où les marchés du travail ont un coût plus faible. Ces marchés ont un risque inhérent d'esclavage moderne plus élevé en raison de la combinaison de salaires plus faible et de lois et pratiques locales moins strictes en matière de travail. Nos processus pour contrôler et superviser ces risques et pour s'assurer que nos partenaires sont de bonnes organisations avec lesquelles travailler, dans le respect de l'éthique, sont présentés plus loin dans cette Déclaration.

RISQUES POSÉS AU SEIN DE NOTRE CHAÎNE LOGISTIQUE

Lors de l'évaluation des risques de notre chaîne logistique, nous avons regardé (i) les emplacements et (ii) les types de biens et de services que nous procurons.

Emplacements des risques de la chaîne logistique

Si nous estimons que le profil de risque global de l'esclavage moderne dans notre chaîne logistique est faible, nous sommes conscients que certains biens et services, de par leur nature même, comportent un risque accru d'esclavage moderne. Les mesures que nous avons prises pour atténuer ces risques sont exposées plus loin dans cette déclaration.

Biens et services de notre chaîne logistique à risque élevé

Fournisseurs d'installations et de locaux (p. ex. nettoyage et entretien des locaux)

Computershare s'appuie sur un certain nombre d'entreprises et de services différents pour assurer le bon fonctionnement de nos bureaux. Ils incluent le personnel de nettoyage, les traiteurs, les services publics et les services de sécurité des bâtiments.

Les prestataires de ces types de services ont été reconnus comme utilisant potentiellement une plus grande proportion d'employés intérimaires; et avec un risque accru que ces employés soient sous-payés, travaillent un nombre d'heures excessif ou n'aient pas reçu une formation adéquate.

Matériel des technologies de l'information

Computershare s'appuie sur de nombreux dispositifs informatiques, tels que des serveurs, des téléphones cellulaires, des ordinateurs personnels, des ordinateurs portables et des tablettes électroniques. Il y a un risque que le matériel que nous procurons par l'entremise de nos fournisseurs puisse avoir été produit dans des conditions contraires aux droits de la personne, telles que le travail des enfants, le travail forcé ou la servitude pour dettes.

Fournisseurs de papier (p. ex. fournisseurs de Computershare Communication Services)

Computershare utilise du papier pour soutenir à la fois ses clients et ses activités internes. Toutefois, lorsque nous achetons du papier, nous comprenons qu'il y a un risque que le papier et les produits du bois provenant de l'industrie forestière mondiale comportent des violations des droits de la personne, y compris le recours au travail forcé, au travail sous contrat et au travail des enfants.

Dans le cadre de notre programme « Net Zero », nous menons des initiatives globales visant à numériser nos produits et, par conséquent, à réduire l'utilisation de papier associée à la fourniture de nos produits et services à moyen et long terme.

Biens non destinés à la revente (p. ex. biens promotionnels)

Computershare utilise un nombre limité d'articles de marque promotionnels pour ses clients, clients éventuels et son personnel. Nous comprenons que la fabrication et l'approvisionnement de ces produits (tels que les vêtements et les articles manufacturés de faible valeur comme les stylos de marque) peuvent présenter des risques accrus d'esclavage moderne, et nous en sommes conscients lorsque nous sélectionnons nos fournisseurs.

NOS RISQUES EN TANT QUE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ

Il existe un risque que nous soutenions, par des dons ou des actions de plaidoyer, des organisations impliquées dans l'esclavage moderne.

La fondation de bienfaisance de Computershare, Change A Life, a été fondée en 2005 dans le but de faire une différence dans la vie des communautés défavorisées et appauvries à travers le monde. Depuis, plus de 12 million de dollars australiens ont été collectés, soutenant l'agriculture durable et la reforestation, la sécurité alimentaire, les cliniques ophtalmologiques mobiles, les secours en cas de catastrophe et une série de programmes visant à promouvoir l'éducation et le bien-être des enfants à risque.

Étant donné que les initiatives encouragées par Change A Life ont lieu dans des pays moins développés, elles comportent un risque plus élevé d'esclavage moderne. Parmi les exemples, on peut citer le recours à des entrepreneurs pour soutenir la construction d'infrastructures financées par le programme Change A Life.

RÉPONDRE À NOS RISQUES D'ESCLAVAGE MODERNE

En tant qu'entreprise, nous pouvons mesurer notre succès par rapport aux initiatives des droits de la personne et de l'esclavage moderne dans les secteurs suivants :

EN TANT QUE PRESTATAIRE DE SERVICES FINANCIERS

Notre programme de conformité surveille de près les risques liés aux pots-de-vin et à la corruption et veille à ce que nous respectons les lois et règlements en vigueur. Computershare publie sa Politique contre la corruption et ses Politiques des droits de la personne dans la section Gouvernance de notre site Web. Les deux politiques sont révisées par le conseil d'administration chaque année dans le cadre du cycle de révision des politiques du conseil d'administration.

Notre politique mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent définit des principes et des normes globales pour la gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme au sein de Computershare, ce qui aide à réduire le risque que Computershare finance l'esclavage moderne et répond à nos exigences réglementaires. Nous nous conformons à toutes les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

- › Suivre les principes de Know-Your-Customer (KYC) et la réglementation d'identification des clients - Ils garantissent que nous identifions chaque client avec lequel nous travaillons afin d'évaluer les risques qu'il représente pour nous (par exemple, en cas de responsabilité pénale). Nous filtrons les clients lorsque nous les accueillons, puis périodiquement par la suite (par exemple, en surveillant les « nouvelles négatives » ou les sanctions juridiques prises à leur rencontre).
- › Reconnaître, enquêter et déclarer toute activité suspecte d'un client aux autorités pénales compétentes dans chaque juridiction au sein de laquelle nous faisons des affaires.
- › Protéger la réputation et l'intégrité de l'organisation en veillant à ce que nous ne fassions pas d'affaires ou ne passions pas de contrats avec des clients indésirables qui posent des risques juridiques ou de réputation pour nous.

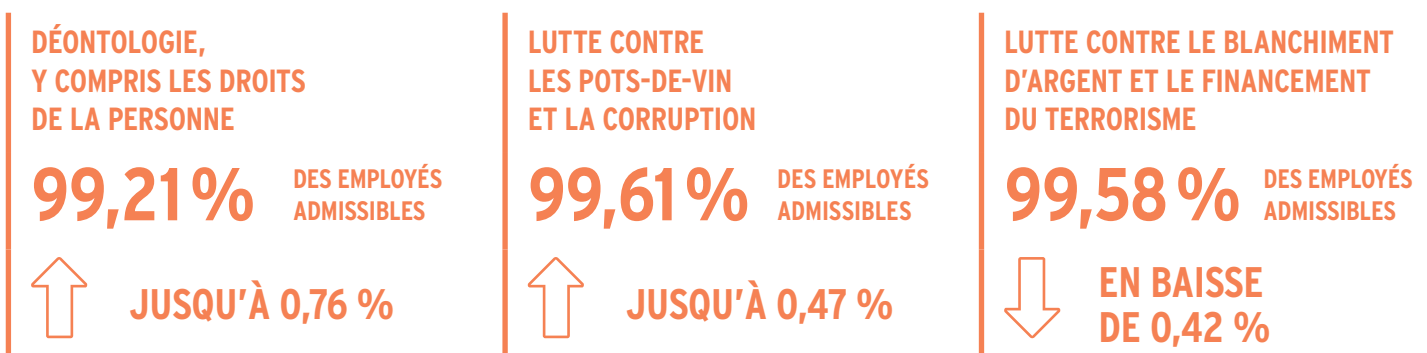
Computershare respecte les lois applicables en matière de sanctions, et nous soumettons nos clients, nos employés et nos fournisseurs à un contrôle des listes de sanctions pertinentes pour toutes les principales juridictions dans lesquelles nous opérons (y compris les Nations unies, l'OFAC des États-Unis et le HMT du Royaume-Uni). Cela nous permet d'éviter, par exemple, de faire des affaires avec des criminels organisés susceptibles de pratiquer l'esclavage moderne dans le cadre de leurs opérations et de commettre d'importantes violations des droits de la personne.

Nos modules réglementaires d'apprentissage en ligne (couvrant nos obligations dans le cadre de nos politiques de groupe sur des questions telles que les droits de la personne, les mesures de lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent, la confidentialité des données, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, le bien-être et l'environnement, la lutte contre la discrimination et le harcèlement, l'accessibilité, la diversité et l'inclusion) ont été remaniées à l'aide d'une approche d'apprentissage adaptatif. Cette approche vérifie chaque année la rétention des connaissances du personnel, ce qui nous donne l'assurance que les comportements acquis que nous détaillons dans notre cadre de travail « Being Purple » sont intégrés. Ceux-ci soutiennent notre environnement politique et notre Code de conduite mondial (voir Annexe « A »).

En outre, nos politiques clés sont révisées annuellement, tout comme nos modules de formation, afin de s'assurer qu'elles restent à jour et conformes à toute modification réglementaire. Nous contrôlons, rapportons et gérons les taux d'achèvement des formations obligatoires dans le cadre de notre gouvernance en matière de formation. Les employés qui ne suivent pas la formation obligatoire sur la conformité sans raison valable peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires.

Les taux de réussite de la formation relative à l'esclavage moderne au cours de l'exercice 2023 :

Les trois modules de formation touchent à différents aspects de l'esclavage moderne et doivent être suivis par tous les employés dans les différents mois de l'année civile. La formation suivante est disponible dans sept langues.



EN TANT QU'EMPLOYEUR

Nous appliquons un processus d'intégration rigoureux qui comprend la confirmation du statut de visa approprié et des droits de travail, conformément à la législation en vigueur dans toutes les juridictions où nous opérons. Il s'agit de payer au moins le salaire minimum national, d'offrir le minimum légal de congés et de contrôler et maintenir les dossiers requis pour les visas de travail. Tout le personnel doit suivre toutes les formations réglementaires pertinentes (y compris la formation aux droits de la personne) dans les quatre semaines qui suivent son entrée dans l'entreprise.

Notre main-d'œuvre indirecte comprend le personnel qui est employé par des entreprises locales de travail temporaire et les employés de nos prestataires de services d'externalisation à l'étranger, qui sont principalement des employés d'arrière-guichet et de technologies de l'information. Les entreprises travail temporaire sont principalement situées aux États-Unis et sont sujettes à des processus rigoureux d'intégration et de diligence par le biais de notre fonction de gestion des fournisseurs. Ces firmes sont également soumises à des engagements contractuels solides qui les obligent à respecter toutes les lois du travail applicables.

Nos prestataires de services d'externalisation à l'étranger sont des prestataires de services réputés avec lesquels Computershare a établi des relations à long terme. Alors que les réunions régulières avec nos prestataires de services d'externalisation sont essentiellement virtuelles, les représentants principaux de Computershare se déplacent également pour rendre visite à ces prestataires de services de manière périodique. Ces prestataires sont tenus par contrat d'adhérer à nos politiques et normes et nombre d'entre eux ont publié leur propre position sur l'esclavage moderne et les droits de la personne, qui est revue périodiquement afin de s'assurer qu'elle est conforme à nos politiques et normes. Nous avons aussi un audit contractuel et des droits d'inspection sur leurs opérations et sur la chaîne logistique.

Computershare ne tolérera ni n'approuvera aucun lien, preuve ou soupçon de pratiques d'esclavage moderne sur son lieu de travail. Les politiques de réclamation et de dénonciation de Computershare sont disponibles pour que tout signalement de telles pratiques soit déclaré et fasse l'objet d'une enquête approfondie. Nous continuons à intégrer des principes d'équité et d'inclusion dans nos politiques et pratiques en matière de personnel et dans nos protocoles de prise de décision.

Dans chaque pays où opère Computershare, l'entreprise se conforme à toutes les exigences légales en matière de rapports sur la diversité. En Australie, Computershare a respecté ses obligations en matière d'établissement de rapports au titre de la Loi de 2012 sur l'égalité entre les hommes et les femmes sur le lieu de travail, adoptée par le gouvernement fédéral.

EN TANT QU'ACHETEUR DE BIENS ET DE SERVICES

Nous avons continué à surveiller nos fournisseurs à haut risque et ceux qui sont basés dans des emplacements à haut risque. Nous demandons activement à tous les fournisseurs qui n'ont pas encore répondu à notre demande de confirmer qu'ils respectent leur politique en matière de droits de la personne ou qu'ils s'engagent à respecter la politique des droits de la personne de Computershare.

Dans les derniers 12 mois, nous avons travaillé en consultation avec les équipes d'approvisionnement dans toutes les juridictions afin d'obtenir des informations et des preuves supplémentaires de la part des fournisseurs qui n'avaient pas encore répondu. Nous avons aussi intégré des exigences en matière de respect des droits de la personne dans nos processus d'intégration des nouveaux fournisseurs.

Les équipes chargées des approvisionnements au niveau mondial suivent actuellement les fournisseurs en fonction de leurs dépenses et des risques qu'ils présentent. Cela comprend les fournisseurs gérés par l'Australie, l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni. Actuellement, ce processus fait l'objet d'un suivi manuel et nous souhaitons évoluer vers un processus automatisé dans lequel les fournisseurs seront tenus de confirmer qu'ils respectent nos exigences sur une base annuelle.

En plus des 200 meilleurs fournisseurs, nous suivons également d'autres fournisseurs à haut risque dans le monde entier sur la base des catégories d'approvisionnement suivantes : installations et locaux; matériel informatique; papier; et/ou biens non destinés à la revente.

Nous continuons à travailler avec notre base de fournisseurs pour nous assurer que nous comprenons leur position et nous travaillons avec eux sur les domaines identifiés comme devant être améliorés.

Tous les nouveaux fournisseurs (y compris ceux jugés critiques)

EN TANT QUE MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ

Lors de l'identification et de la sélection de projets à soutenir appropriés pour Change A Life, Computershare entreprend un processus de diligence raisonnable avant de s'engager dans un partenariat avec l'organisation de bienfaisance. Cela nous aide à comprendre les processus de gouvernance suivis par l'organisation de bienfaisance, les autres entreprises impliquées, le soutien qu'elle apporte et à qui, et à vérifier qu'il n'y a pas eu de couverture médiatique négative. Computershare rencontre régulièrement nos partenaires de bienfaisance sélectionnés et leur demande de nous fournir des rapports annuels sur l'état d'avancement de nos projets.

REMÉDIATION

Computershare s'engage à mettre en œuvre un plan de remédiation s'il s'avère que nous avons causé des cas d'esclavage moderne, que nous y avons contribué ou que nous y avons été liés de quelque manière que ce soit. À cette fin, nous avons créé une Politique de remédiation en suivant les conseils de Stronger Together. Nous continuons à développer la suite de documents de soutien pour aider nos équipes et toutes les parties concernées à obtenir la résolution la meilleure et la plus appropriée.

Aucun cas n'a été signalé au cours de l'année de déclaration. Si nous devions le faire à l'avenir, nous chercherions à nous engager avec la partie en infraction pour voir si nous pouvons travailler ensemble afin de comprendre et de remédier aux problèmes. Computershare est consciente qu'elle peut influencer nos fournisseurs (la portée de cette influence peut dépendre de la taille de ce fournisseur ainsi que du type et de la durée de notre engagement auprès de lui), et nous voulons « faire ce qu'il faut » - en utilisant cette influence pour aider à apporter un changement pour le mieux en ce qui concerne les personnes impliquées dans nos opérations et notre chaîne logistique.

ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE NOS ACTIONS

Computershare s'engage à améliorer continuellement son programme de travail en ce qui concerne la compréhension, la réduction et l'élimination du risque d'esclavage moderne dans le cadre de ses opérations existantes et de sa chaîne logistique. Nous estimons avoir bien progressé dans la compréhension et l'évaluation des risques liés à l'esclavage moderne et nous avons examiné l'efficacité de nos actions et suivi notre performance au cours de l'exercice 2023 au moyen des mesures suivantes :

GOVERNANCE

Nombre d'infractions à la politique des droits de la personne - Aucune

Pourcentage du personnel qui a complété les modules de formation réglementaires :

- > Lutte contre les pots-de-vin et la corruption - 99,61 % du personnel admissible
- > Lutte contre le blanchiment d'argent - 99,58 % du personnel admissible
- > Formation sur les droits de la personne - 99,21 % du personnel admissible

Computershare continue à développer ses politiques et ses suites de normes autour de l'esclavage moderne, l'ESG, la lutte contre les pots-de-vin et la corruption, et la lutte contre le blanchiment d'argent. Les rapports exigés par toutes les entités déclarantes, avec des exigences spécifiques concernant l'esclavage moderne, sont réalisés sous la supervision des conseils d'administration concernés.

SUIVI

Les actions prises jusqu'à présent en relation avec notre chaîne logistique ont permis d'améliorer le processus d'identification, d'évaluation et de traitement des risques liés à l'esclavage moderne; et au cours de l'exercice 2023, nous avons surveillé les mesures suivantes.

Suivi de la chaîne logistique

Examen des positions des 200 principaux fournisseurs en matière de droits de la personne/l'esclavage moderne

Examen des positions des fournisseurs à haut risque sur les droits de la personne/l'esclavage moderne

Nombre de résultats du filtrage des sanctions de l'intégration des fournisseurs

Nombre de rapports d'esclavage ou de traite des personnes par le programme de dénonciation

PROGRAMME DE DÉNONCIATION

Notre programme de dénonciation permet aux employés de faire des rapports, y compris de façon anonyme, s'ils ont connaissance d'un comportement à signaler ou s'ils le soupçonnent. Les problèmes peuvent être signalés sur notre [Tribune téléphonique mondiale de dénonciation/site](#) Web externe, fournie par un opérateur tiers indépendant, EthicsPoint. Ce service facilite la déclaration anonyme et confidentielle et est accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine dans toutes les régions où Computershare opère. Tous les rapports soumis par le service sont transmis à la fonction de dénonciation de Computershare pour examen et, le cas échéant, une enquête est menée. Le comité des risques et de l'audit du groupe et le comité du personnel et de la culture supervisent tous les rapports de dénonciation qui font l'objet d'une enquête dans le cadre de ce processus.

Aucun incident d'esclavage moderne ou de traite des personnes n'a été signalé par ce moyen au cours de la période de référence.

GESTION DES RISQUES

Computershare a une équipe de gestion des risques mondiale qui est responsable du maintien du cadre de travail du risque mondial. Cela comprend les politiques mondiales, les processus et outils pour stocker et gérer l'ensemble des registres de risque, les évaluations et les plans d'action qui en découlent en ce qui concerne l'esclavage moderne. Toutes ces activités fournissent un aperçu continu de l'efficacité des mesures prises à la suite de l'évaluation des risques d'esclavage moderne.

Ces processus nous permettent de suivre les changements dans nos activités, tels que notre empreinte géographique, la conduite d'affaires avec des vendeurs, des clients et des fournisseurs à haut risque et si nous découvrons des preuves d'esclavage moderne au sein de Computershare ou de notre chaîne logistique. Cela déclencherait un examen et une mise à niveau du risque et la création de plans d'action dans le cadre de notre processus de gestion des risques afin de gérer et d'atténuer les cas éventuels.

Aucun déclencheur d'examen n'a nécessité d'action au cours de la période de référence.

REGARDER VERS L'AVENIR

Notre programme d'esclavage moderne soutiendra notre engagement continu en faveur de l'ESG et d'une gestion efficace du risque d'esclavage moderne dans l'ensemble de nos opérations et de notre chaîne logistique. Nous considérons les points suivants comme prioritaires pour étayer nos efforts futurs dans ce domaine important.

AMÉLIORER NOS DONNÉES

Les opérations de Computershare ont évolué au cours des dernières années vers une structure globalement alignée, y compris la création d'une équipe d'approvisionnement mondiale. La fonction évoluant, nous cherchons à améliorer nos données sur les fournisseurs, ce qui contribuera à améliorer la communication d'informations. Notre responsable de l'approvisionnement mondial en a la responsabilité et est étroitement impliqué dans un projet en cours visant à mettre à jour nos systèmes de rapports afin d'assurer un suivi automatisé des déclarations relatives à l'esclavage moderne.

INTÉGRER NOTRE CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS

Nous avons développé un Code de conduite pour les fournisseurs qui a été publié en juin 2023. Le Code de conduite des fournisseurs définit les principes d'intégrité et d'éthique, les droits de la personne, les normes sociales et du travail, et les normes environnementales que Computershare demande à ses fournisseurs de respecter. Nous allons maintenant nous concentrer sur l'intégration de cette politique dans nos processus d'approvisionnement et demander aux fournisseurs existants de s'y conformer. Il est demandé à tous les nouveaux fournisseurs de se conformer au Code de conduite des fournisseurs dans le cadre de leur intégration.

Computershare s'est engagée à faire en sorte que l'esclavage moderne ne participe pas aux services que nous fournissons ou dans les chaînes d'approvisionnement dont nous dépendons pour fournir ces services. Computershare souhaite être transparente dans les façons dont nous gérons le risque de l'esclavage moderne dans nos opérations et dans notre chaîne logistique. Cette déclaration démontre notre sérieux dans l'implémentation et l'application de systèmes et de contrôles efficaces dans l'ensemble de notre entreprise et de notre chaîne logistique pour soutenir ces engagements.

Nous continuerons à construire sur les efforts de l'exercice 2023, à la fois dans notre organisation et dans nos relations de travail avec nos fournisseurs.

APPENDICE A

Les valeurs d'entreprise de Certitude, Ingéniosité et Avantage, soutenues par nos méthodes de travail « Being Purple », guident notre personnel sur la manière dont ils doivent agir et conduire leurs affaires. Par ailleurs, nous avons une suite de politiques qui définissent des attentes claires pour chaque employé.

Code de conduite mondial

Le Code de conduite définit nos attentes générales en ce qui concerne la conduite appropriée de tous les employés. Les principes fondamentaux du Code de conduite forment la base pour toutes nos politiques et procédures. Le Code de conduite sert de guide pour aider notre personnel à faire le bon choix lorsque confronté à une décision éthique.

Politique mondiale des droits de l'homme

Nous considérons que les entreprises ont un rôle important à jouer dans le respect des droits de la personne - nous nous félicitons des évolutions législatives et autres qui visent à améliorer la protection de certaines des personnes les plus vulnérables au monde.

Politique de diversité, d'équité et d'inclusion

Computershare voit la diversité comme une source de force. Nous travaillons dur pour nous assurer que tout le monde soit inclus dans notre organisation, en retirant les barrières et les obstacles pour donner à chacun une chance égale de réussir. Nous croyons dans l'égalité et l'inclusion sans égard pour l'âge, l'ethnie, l'origine culturelle, l'identité de genre, l'état matrimonial ou familial, la religion, les handicaps, l'origine socio-économique ou l'orientation sexuelle. Cela s'applique à tout le Groupe, dans le monde entier, sans exception.

Politique de dénonciation

Cette politique soutient l'engagement de Computershare à respecter les normes les plus élevées en matière de conduite éthique et à fournir à tous ceux qui travaillent à Computershare les moyens de faire part de leurs préoccupations, sans crainte de représailles, en ce qui concerne les comportements à signaler.

Politique de lutte contre les pots-de-vin et la corruption

Computershare adopte une approche de tolérance zéro contre la corruption à l'égard des pots-de-vin et de la corruption et s'engage à agir de manière professionnelle, équitable et intègre dans toutes ses transactions et relations commerciales, où qu'elle opère. Un élément essentiel de la réussite du Groupe Computershare est notre culture et notre réputation d'honnêteté, d'éthique et de responsabilité juridique.

Politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Il est essentiel que Computershare respecte toutes les exigences légales et réglementaires applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette politique définit l'engagement de Computershare de rester en conformité avec ces exigences et de réduire ou d'éliminer l'exposition des entreprises, des entités et des employés de Computershare aux risques liés à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Politique environnementale, sociale et de gouvernance

Comment Computershare gère les risques ESG en menant ses activités d'une manière qui lui permette de continuer à réussir et à être rentable, tout en conciliant ses besoins avec ceux de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs, de ses actionnaires, des communautés et de l'environnement.

APPENDICE B

Loi australienne sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Référence dans cette Déclaration	Loi britannique sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)
Identifier l'entité déclarante	Section 2 Section 3	Identification de l'entité avec les obligations de déclaration (s. 54(2))
Décrire la structure de l'entité, les opérations et les chaînes logistiques	Section 2 Section 3	Structure de l'organisation, entreprise et chaînes logistiques (s. 54(5)(a))
Décrire les risques des pratiques de l'esclavage moderne dans les opérations et la chaîne logistique de l'entité déclarante et toutes les entités qu'elle possède ou contrôle	Section 4	Les parties des activités et des chaînes logistiques de l'organisation qui présentent un risque d'esclavage et de traite de personnes, et les mesures qu'elle a prises pour évaluer et gérer ce risque (s. 54(5)(d))
Décrire les mesures prises par l'entité déclarante et toute entité qu'elle possède ou contrôle pour évaluer et traiter ces risques, y compris les processus de diligence raisonnable et de remédiation.	Section 5 Appendice A	Les politiques de l'organisation en matière d'esclavage et de traite des personnes; ses procédures de diligence raisonnable en matière d'esclavage et de traite des personnes dans ses activités et ses chaînes logistiques; la formation à l'esclavage et à la traite des personnes dont dispose son personnel (s. 54(5)(b), (c), (f)) Mesures prises par l'organisation au cours de l'exercice financier pour s'assurer que l'esclavage et la traite des personnes n'ont pas lieu (i) dans l'une de ses chaînes logistiques et (ii) dans une partie de ses propres activités (s. 54(4))
Décrire comment l'entité déclarante évalue l'efficacité de ces actions	Section 6	Efficacité de l'organisation à garantir que l'esclavage et la traite des personnes n'ont pas lieu dans ses activités ou ses chaînes logistiques, mesurée à l'aide des indicateurs qu'elle juge appropriés (s. 54(5)(e))
Décrire le processus de consultation avec (1) toute entité que l'entité déclarante possède ou contrôle, et (2) pour une entité déclarante couverte par une déclaration conjointe, l'entité couverte par une déclaration conjointe, l'entité qui donne la déclaration	Section 2	S.O.
Informations que l'entité déclarante, ou l'entité qui donne la déclaration, considère comme pertinentes	Section 1 Section 7	S.O.

ANNEXE « C »

Loi canadienne sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)

Référence dans cette Déclaration

Identifier l'entité déclarante	Annexe « A »
Décrire la structure de l'entité déclarante, les activités et les chaînes logistiques	Pages 4, 5, 6, 7 de l'Annexe « B »
Décrire ses politiques et ses processus de diligence raisonnable en matière de travail forcé et de travail des enfants	Appendice A de l'Annexe « B » Politique mondiale des droits de l'homme
Décrire les parties de l'entreprise et des chaînes logistiques qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants, ainsi que les mesures prises pour évaluer et gérer ce risque	Pages 9, 10, 11 de l'Annexe « B »
Décrire les mesures prises pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants	Pages 12, 13 de l'Annexe « B »
Décrire les mesures prises pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes logistiques	Page 13 de l'Annexe « B »
Décrire la formation dispensée aux employés sur le travail forcé et le travail des enfants	Pages 2, 12 de l'Annexe « B »
Décrire comment Computershare évalue son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans ses activités et ses chaînes logistiques	Page 14 de l'Annexe « B »